



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Aire d'Alimentation de Captage (AAC) de Bonneval »

(CV_28BV)

Campagne 2024

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire de l'AAC de Bonneval au titre de la campagne PAC 2024. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DE L'AAC DE BONNEVAL ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Depuis 2009, le forage des Prés Nolleys est qualifié de prioritaire au sens de la loi Grenelle de l'Environnement parmi 500 autres à l'échelle nationale. Il est identifié comme étant particulièrement vulnérable au regard de la population desservie, du caractère stratégique de la ressource ainsi que du niveau de contamination en nitrates et en pesticides.

Pour répondre aux exigences du dispositif Grenelle, une aire d'alimentation du captage (AAC) a été délimitée par arrêté préfectoral en 2015. Elle s'étend sur 7700 ha (dont 80% de SAU) et sur 9 communes en tout ou partie : Alluyes, Bonneval, Dangeau, Montharville, Montboissier, Moriers, Pré-Saint-Evroult, Saumeray et Trizay les Bonneval (voir carte ci-dessous).

Tous les sols de la zone sont considérés comme contributeurs à la recharge de la nappe de la craie. C'est pourquoi, l'engagement du projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) est justifié sur la totalité du territoire, sans sous-zonages définis.

Carte 1 : Limites de l'AAC de Bonneval



Par ailleurs, l'AAC de Bonneval est incluse dans le bassin versant du Loir pour lequel un Contrat Territorial est prévu avec l'agence de l'eau sur le volet qualité des milieux aquatiques. Les objectifs fixés par le présent PAEC rejoignent deux objectifs principaux du SDAGE Loire-Bretagne :

- Sécuriser l'alimentation en eau potable ;
- Eviter les pollutions d'origine agricole.

Les orientations et les dispositions de ce document sont déclinées sur le secteur, dans le cadre des SAGE du Loir adopté le 25 septembre 2015 et de la Nappe de Beauce arrêté en juin 2013.

Ce périmètre, comme l'ensemble des communes du département d'Eure-et-Loir, est situé en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole sur laquelle s'applique, en sus du 7^e programme d'actions national, un programme d'actions régional approuvé le 22 avril 2024, qui vise à renforcer les dispositions concernant les zones les plus à risque. L'AAC de Bonneval est ainsi identifiée en ZAR (Zones d'Actions Renforcées). S'y appliquent les obligations de réaliser des reliquats azotés en sortie d'hiver, de couvrir les sols en période d'interculture longue par un couvert composé d'au moins deux espèces et l'interdiction de retourner les prairies permanentes.

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

L'enjeu du territoire est lié à la qualité des eaux souterraines de l'AAC de Bonneval. Il est centré autour de la problématique des pollutions diffuses par les nitrates et les produits phytosanitaires.

Une démarche de protection de l'eau a été nouvellement reconduite depuis mars 2023 pour une durée de 3 ans sur l'AAC. Cette stratégie est formalisée dans le cadre d'un Contrat Territorial cosigné entre la collectivité, l'AELB, la CA28 et l'ensemble des partenaires agricoles représentatifs du territoire. Elle repose sur quatre axes clés :

1. Limiter les phénomènes de lessivage des nitrates via l'implantation de couverts d'interculture ;
2. Accompagner à la reconception de système de cultures pour limiter le recours aux herbicides via l'appropriation et la combinaison de leviers agronomiques (ex : allongement des rotations, décalage date de semis, recours au désherbage mécanique ...) ;
3. Prospector pour le développement de nouvelles filières économes en intrants, en complémentarité avec le point précédent, dans l'optique de lever les freins en lien avec la diversification des assolements ;
4. Agir sur les zones les plus à risque du territoire via l'implantation de zones de dilution ou d'aménagements paysagers adaptés (ex : vallée sèche identifiée à proximité du captage des Prés Nolleys, portions sensibles le long du réseau hydrographique ou autour des zones d'infiltrations préférentielles ...).

Les MAEC proposées sur l'AAC de Bonneval s'inscrivent dans cette stratégie de préservation de la qualité de l'eau et d'encouragement au changement de pratiques plus économes en intrants. Les axes 2 et 4 du programme d'actions de l'AAC de Bonneval évoqués plus haut pourront être menés en lien avec le déploiement sur le territoire des MAEC localisées « création de prairie », en faveur de l'implantation de zones dites de dilution ou via le maintien des prairies d'élevage en bordures du Loir (MAEC Herbivores).

Le maintien de couverts favorables à la biodiversité notamment pour la faune de plaine, peut être un argument supplémentaire à l'implantation de couverts en bordure du réseau hydrographique ou des zones d'infiltrations préférentielles. Que la motivation soit d'ordre cynégétique et/ou environnemental, le maintien de la biodiversité répond aux problématiques du territoire en permettant de maintenir des refuges pour les auxiliaires des cultures et en limitant les transferts.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé ²	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement
Surface en herbe	- Limiter les risques de contaminations de la ressource en eau via le transfert de produits azotés et phytosanitaires - Préservation de la biodiversité	CV_28BV_CPRA	Localisée	Implantation et maintien de couverts herbacés pérennes	358 €/ha	80% FEADER 20 % AELB
Surface en herbe Terres arables	Limiter les risques de contaminations de la ressource en eau via le transfert de produits azotés et phytosanitaires	CV_28BV_HBV1	Système	Maintien des surfaces en herbe Diminution du recours aux produits phytosanitaires Amélioration de l'autonomie fourragère des exploitations	121 €/ha	80% FEADER 20 % AELB

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire de l'AAC de Bonneval.

² À préciser si les mesures proposées sur le territoire concernent plusieurs enjeux.

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

La priorisation des engagements est la suivante :

Priorité 1 : engagements en MAEC HBV1,

Priorité 2 : engagements en MAEC CPRA.

De manière générale, une exploitation dont la SAU est située à la fois en région Centre-Val de Loire et sur une région limitrophe, qui est éligible à un PAEC de la région Centre-Val de Loire et à un PAEC de la dite région limitrophe de par la localisation d'au moins une de ses parcelles sur le territoire de ces PAEC et qui sollicite une MAEC système proposée sur ces deux PAEC, ne sera pas prioritaire pour un engagement dans cette MAEC système en région Centre-Val de Loire s'il détient plus de SAU dans le PAEC de la région limitrophe que dans le PAEC de la région Centre-Val de Loire³.

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2024, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2024 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC⁴, en précisant le code de la mesure demandée ;

Concernant la mesure HBV1, vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

³ Ce critère est un critère de priorisation défini au niveau régional.

⁴ Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

Quelle que soit la MAEC proposée sur ce territoire, vous devez réaliser un diagnostic agro-écologique pour pouvoir y être éligible. L'organisme habilité à réaliser ce diagnostic est la Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir.

Pour être recevable, ce diagnostic doit être signé du demandeur et de l'organisme habilité.

7 CONTACT

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Véronique PERRAULT

Assistante du Service Conseil Agronomie Expérimentation Environnement

Tél : 02 37 24 45 61

Mail : v.perrault@eure-et-loir.chambagri.fr